

# Mon tweet est une honte pour l'humanité et une menace grave pour la République



*Nous vous avons annoncé le nouveau procès inique tenu contre Renaud Camus, à cause du désormais célèbre « tweet Banquise » – et nous avons commenté sa tenue, le 25 novembre dernier. François Bousquet en a fait un premier compte-rendu, à la sortie de l'audience.*

[\*J'étais au procès de Renaud Camus, l'ambiance n'était pas vraiment "Charlie"\*](#)

*Mais qui mieux que Renaud Camus pouvait parler de cet événement ?*

**Riposte Laïque :** Nos lecteurs, qui vous apprécient pour la plupart d'entre eux, ont donc su que, lors du premier confinement, vous avez eu d'énormes problèmes de santé. Allez-vous mieux, à présent ?

**Renaud Camus :** Oui, je vais mieux, beaucoup mieux. Je manque

seulement un peu de souffle, surtout quand il faut parler avec un masque – je l'ai éprouvé lors de mes interrogatoires devant le tribunal.

**Riposte Laïque :** Vous avez donc été convoqué, ce mercredi 25 novembre, devant la 17e chambre correctionnelle de Paris, un lieu qu'hélas, vous commencez à bien connaître. Que vous est-il reproché exactement, et que risquez-vous ?

**Ils ont donc demandé contre moi 4 mois de prison avec sursis et plein d'amendes**

**Renaud Camus :** Il y avait cette fois-ci un seul chef d'inculpation, ce tweet, que vous-même, mon cher Pierre, avez brillamment commenté en son temps :

*« Une boîte de préservatifs offerte en Afrique, c'est trois noyés en moins en Méditerranée, cent mille euros d'économies pour la Caf, deux cellules de prisons libérées et trois centimètres de banquise préservée. »*

Il menace manifestement la République, l'État, la France, l'honneur et la sécurité des Français. L'avocate de la Licra a déclaré qu'il était une honte pour l'humanité toute entière. Madame le procureur a demandé pour lui et pour moi quatre mois de prison avec sursis, sans parler des amendes et des dommages-intérêts aux diverses officines de délation et de taxation privée de la pensée qui pullulent et s'agglutinent les unes aux autres, comme vous ne le savez que trop.

**J'ai eu tellement de procès que j'en arrive à les mélanger**

**Riposte Laïque :** Pouvez-vous faire le point de vos différentes condamnations, et de vos procès en cours ?

**Renaud Camus :** Non. Je suis vieux, je suis gâteux, je

m'embrouille complètement, je ne sais jamais de quel procès il s'agit exactement, je commence à les mélanger tous. Tout cela me semble tellement invraisemblable que j'ai peine à croire aux motifs allégués. Je sais seulement qu'ayant déjà été condamné à deux mois de prison avec sursis, si je le suis de nouveau, ce qui est infiniment probable, le sursis tombe.

**J'ai fait remarquer à ces dames qu'elles avaient le même discours que celui des opposants à l'avortement...**

**Riposte Laïque : Comment s'est déroulé ce procès ? Et qu'avez-vous dit, quand le président (une femme) vous a donné la parole une dernière fois ?**

Renaud Camus : Ce procès s'est déroulé de façon tout à fait correcte et professionnelle de la part de l'appareil judiciaire, ce qui d'ailleurs n'est pas forcément bon signe, car j'ai déjà eu affaire à des juges de cette sorte, très polis, mais qui m'ont lourdement condamné. Cependant, il faut reconnaître qu'il est plus agréable et convenable, sur le moment, d'être confronté à ce genre de magistrats, formalistes et courtois, qu'à la haine à couper au couteau et à la brutalité que m'avait témoignées l'an dernier la chambre correctionnelle d'Auch.

Le ridicule et le détestable de l'audience tenait cette fois au nombre des officines de délation et de taxation privée plaignantes, dont les avocates débitent tour à tour le même discours en bouillie industrielle que nous connaissons tous par cœur, et que nous pourrions tenir aussi bien qu'eux : pire qu'Hitler, années trente, heures les plus sombres, etc. – faisant monter la sauce en dormant jusqu'au sublime – honte pour l'humanité tout entière, (déjà cité, et qui m'a marqué). Ces dames ne s'extraient de ce gloubi-boulga liturgique, et ne retrouvent une élocution intelligible, que pour demander dix ou plutôt quinze mille euros de dommages-intérêts chacune, en

fin de plaidoirie. Là, tout à coup, elles redeviennent parfaitement claires et paraîtraient presque sensées : on parle soudain de choses sérieuses, de leurs honoraires, de la survie des officines d'hyper-collaboration.

J'ai remercié les juges pour leur formalisme bienvenu, et j'ai une fois de plus attiré l'attention sur l'incompréhension de la fonction d'écrivain dans les sociétés contemporaines, post-littéraires, qui les confondent, comme le fait la nôtre, avec les intellectuels, tout à fait autre chose. J'ai fait remarquer également que la préoccupation démographique était chez moi générale et constante, et qu'elle était bien loin de porter sur la seule Afrique, qui n'est qu'un cas extrême. Ma conviction la plus profonde est que toutes les politiques écologiques sont parfaitement vaines, un pansement sur une jambe de bois, si elles ne s'inaugurent pas par le souci de maîtriser, et si possible de réduire, la croissance démographique. Enfin, j'ai fait remarquer que toutes ces dames qui me reprochent de souhaiter un génocide en Afrique et de refuser l'existence à toute une génération à venir d'Africains, tout cela parce que je vante les bienfaits d'une boîte de préservatifs, tiennent exactement le même discours que tous les adversaires du contrôle des naissances et du droit à l'avortement, lesquels pourtant ne sont guère de leur bord, en général.

## **Ça n'a jamais été à la police de faire face aux invasions : c'est à l'armée et au peuple**

**Riposte Laïque :** Quelle a été votre réaction, lors de l'occupation de la place de la République par 500 clandestins, leur évacuation par les forces de l'ordre, et la réaction du ministre de l'Intérieur, qui a condamné ses policiers ?

**Renaud Camus :** Je ne suis nullement favorable aux violences policières. Elles sont hélas la conséquence inévitable des

violences occupantes, pour part ; mais plus généralement de ce que j'appelle le négationnisme global, la négation du Grand Remplacement, du changement de peuple et de civilisation, du génocide à l'homme ; et de l'affectation ridicule de traiter une invasion massive comme si c'était une affaire de police, une accumulation de faits-divers. Ça n'a jamais été à la police de faire face aux invasions : c'est à l'armée et au peuple. Mais comme le négationnisme global soutient contre toute évidence qu'il n'y a pas d'invasion, pas de submersion migratoire, pas d'occupation étrangère, pas de conquête, pas de Soumission, on laisse la police se débrouiller comme elle peut face aux troupes d'occupation et à leurs alliés – et forcément cela se passe mal.

**Riposte Laïque : Le feuilleton de l'élection américaine vous inspire-t-il un commentaire ?**

**Renaud Camus :** Lui aussi, il est un bon exemple du négationnisme de masse, du remplacisme global, de ce que j'appelle le faussel, le faux réel, le réel faux. Dans les sociétés du remplacisme global, le faux constitutif est tellement présent, tellement insidieux, tellement partout, que la lutte n'est plus du vrai contre le faux, mais du faux contre le faux – tout juste est-il sans doute inégalement réparti entre les forces en présence.

**Enfin, cette pandémie a quelques mérites...**

**Riposte Laïque :** Vous qui avez été gravement touché il y a quelques mois, comment réagissez-vous devant les mesures gouvernementales prises pour faire face à la crise sanitaire ?

**Renaud Camus :** Je trouve qu'elles sont à la fois maladroites, peu professionnelles, "amateurish" au possible, tâtonnantes, contradictoires, et parfaitement légitimes. Je pense que la pandémie est très réelle, que ses conséquences sont graves, que les peuples doivent s'unir pour lutter contre elle, et que

mieux valent trop de précautions que pas assez. Personnellement, les barrières sociales me vont très bien, j'en ai toujours été un ardent partisan de toute façon. Et comme je ne cesse de déplorer un monde entièrement soumis à l'économie, à l'économisme, au principe de gestion managérial du parc humain, bref, à ce que je nomme la davocratie, je suis mal placé pour déplorer trop fort que l'économie soit pour une fois sacrifiée au souci de l'homme, ou le paraisse.

Cette pandémie m'a durement éprouvé, j'ai bien failli y laisser la peau : je ne peux pas la porter dans mon cœur. Mais il faut reconnaître qu'elle a bien des mérites. Elle nettoie les fleuves et les rivières, elle déplastifie un peu les océans, elle ramène les dauphins dans les baies et les espèces qu'on croyait éteintes dans les lacs. Elle fait s'effondrer le tourisme, elle met à mal les industries culturelles, elle est en train de mettre à bas l'industrie du ski, l'exploitation industrielle de l'or blanc. Et en plus elle ridiculise le gouvernement, manifestement dépassé. Comment pourrait-on la détester tout à fait ?

## **Nous sommes dans une situation où tout peut arriver**

**Riposte Laïque :** Vous aviez annoncé votre candidature en 2012 et 2017, pour l'élection présidentielle. Serez-vous de nouveau candidat en 2022, et quel est votre regard sur la situation du camp patriote où, pour le moment, outre Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Frédéric Poisson et le général Martinez (et d'autres à venir, peut-être) ont déclaré leur volonté de se présenter ?

**Renaud Camus :** Oh, vous savez, je n'ai jamais été candidat que par désespoir de ne voir personne, et surtout aucun mouvement, incarner la résistance à l'invasion, à la Soumission, au génocide par substitution, au génocide à l'homme ; personne non plus qui prône ouvertement le très nécessaire combat

décolonial des indigènes et assimilés, la lutte pour la libération du territoire, la remigration. Des candidats que vous évoquez, le seul qui me semble partager ce genre de préoccupations est le général Martinez – nous verrons bien, quand l'heure sera venue de se prononcer plus nettement. Nous sommes dans une situation où tout peut arriver, Dieu merci – y compris le réveil du peuple indigène hébété.

**Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose, Renaud ?**

**Renaud Camus :** Eh bien, par exemple, que naturellement ce n'est pas mon pauvre tweet de rien du tout, cette innocente plaisanterie où n'entre pas la moindre haine, qui est jugé. C'est lui qui juge ses juges, les officines de délation plaignantes, toute une époque, et surtout l'état de la liberté d'expression, au XXI<sup>e</sup> siècle, dans le pays de Voltaire et d'Alphonse Allais.

**Propos recueillis par Pierre Cassen**